

Bâtiment C2  
35, allée Lavoisier  
59650 Villeneuve d'Ascq  
Tél. : 03 20 89 51 40  
Fax : 03 20 89 51 49  
contact@fdm-experts.fr

FDIM'EXPERTS  
SARL au capital de 144 200 €  
RCS Lille Métropole  
SIREN 331 941 088

**ASSOCIATION**  
**SERVICE DE CONTROLE JUDICIAIRE ET D'ENQUETES**  
**(SCJE)**

Association déclarée  
Adresse : 72 Avenue du Peuple Belge  
59000 LILLE

SIREN : 435 274 881

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES**  
**COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2025**



## **SERVICE DE CONTROLE JUDICIAIRE ET D'ENQUETES (SCJE)**

Association déclarée

RNA : n° W595006197

SIREN : n° 435 274 881

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association,

#### **1.- Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association SERVICE DE CONTROLE JUDICIAIRE ET D'ENQUETES (SCJE) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **2.- Fondement de l'opinion**

##### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### **3.- Observation – Changement de méthode comptable**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable décrit dans la note dédiée de la rubrique « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, relatif aux incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06, impactant la présentation des états financiers.



#### **4.- Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### **5.- Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

#### **6.- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

#### **7.- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.



Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Villeneuve d'Ascq,  
le 7 mai 2026

Le Commissaire aux comptes  
La SARL FDM'EXPERTS

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Franck MOLEUX', enclosed within a large, loopy oval stroke.

Représentée par Franck MOLEUX





## ANNEXE

### Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2025	Net au 31/12/2024
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	808 502	559 259	249 243	109 208
Autres immobilisations incorporelles	2 117	2 117		
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	365 190		365 190	365 190
Constructions	5 202 443	1 898 516	3 303 927	3 251 070
Installations techniques, matériels et outillages industriels	4 139	3 300	839	1 515
Autres immobilisations corporelles	1 413 518	952 941	460 577	415 773
Immobilisations corporelles en cours	797 837		797 837	405 465
<b>Immobilisations financières</b>				
Autres titres immobilisés	1 764		1 764	1 764
Autres immobilisations financières	76 393		76 393	71 010
<b>Total I</b>	<b>8 671 903</b>	<b>3 416 133</b>	<b>5 255 770</b>	<b>4 620 995</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
<b>Créances</b>				
Créances usagers et comptes rattachés	7 669 390	195 000	7 474 390	6 266 455
Autres créances	120 605	36 524	84 081	164 904
Charges constatés d'avance	156 786		156 786	
<b>Autres postes de l'actif circulant</b>				
Valeurs mobilières de placement				65 000
Disponibilités	9 677 734		9 677 734	9 082 507
Charges constatés d'avance				64 386
<b>Total II</b>	<b>17 624 515</b>	<b>231 524</b>	<b>17 392 991</b>	<b>15 643 252</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>26 296 418</b>	<b>3 647 657</b>	<b>22 648 761</b>	<b>20 264 248</b>
Legs nets à réaliser : acceptés par les organes statutairements compétents autorisés par l'organisme de tutelle Dons en nature restant à vendre :				

Bilan passif

	au 31/12/2025	au 31/12/2024
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Ecart de réévaluation	2 999 999	2 999 999
Réserves		
Réserves pour projets de l'entité	13 792	
Autres réserves	6 896	
Réserves		20 689
Report à nouveau	13 685 386	11 890 466
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>2 187 570</b>	<b>1 794 921</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>18 893 644</b>	<b>16 706 074</b>
<b>Total I</b>	<b>18 893 644</b>	<b>16 706 074</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	25 000	25 000
Provisions pour charges	451 585	468 164
<b>Total III</b>	<b>476 585</b>	<b>493 164</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	122 965	147 736
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	293 996	335 254
Dettes fiscales et sociales	2 642 112	2 323 000
Autres dettes	219 459	259 020
<b>Total IV</b>	<b>3 278 533</b>	<b>3 065 010</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>22 648 761</b>	<b>20 264 248</b>

	31/12/2025
(1) Dont à plus d'un an (a)	110 205
Dont à moins d'un an (a)	3 168 328
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours	

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2025	Exercice N-1 31/12/2024
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	15 551 710	
Production vendue (biens et services)		14 013 102
<b>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b>		<b>14 013 102</b>
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 662 170	1 544 848
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	29 302	147 489
Autres produits	141 885	687
<b>Total I</b>	<b>17 385 066</b>	<b>15 706 126</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	2 757 332	2 556 634
Impôts, taxes et versements assimilés	926 167	879 565
Salaires et traitements	8 394 210	7 895 781
Charges sociales	2 604 984	2 358 904
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	509 607	
Dotations aux amortissements sur immobilisations		473 343
Dotations aux provisions sur actif circulant		11 756
Dotations aux provisions		40 399
Autres charges	132 011	98 166
<b>Total II</b>	<b>15 324 311</b>	<b>14 314 549</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>2 060 755</b>	<b>1 391 577</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations en commun</b>		
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
Autres intérêts et produits assimilés	168 591	273 107
<b>Total III</b>	<b>168 591</b>	<b>273 107</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Intérêts et charges assimilées	2 170	2 543
<b>Total IV</b>	<b>2 170</b>	<b>2 543</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>166 421</b>	<b>270 564</b>

Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2025	Exercice N-1 31/12/2024
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	2 227 176	1 662 141
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		232 741
Total V		232 741
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		34 415
Total VI		34 415
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		198 326
Impôts sur les bénéfices (VIII)	39 606	65 546
Total des produits (I+III+V+IX)	17 553 657	16 211 974
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII+X)	15 366 088	14 417 054
EXCEDENT OU DEFICIT	2 187 570	1 794 921

## **Annexe**

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : SCJE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2025, dont le total est de 22 648 761 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant un excédent de 2 187 570 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 12/03/2026.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

En date du 26 janvier 2001 a été constitué l'association SCJE, Service de Contrôle Judiciaire et d'Enquêtes à Lille.

L'Objet de l'association :

L'association a pour objet de mettre au service de la justice des professionnels dans le cadre de différentes missions tant pénales que civiles.

Elle intervient dans le champ judiciaire et a pour but d'assister les magistrats dans leurs prises de décision individualisé et d'accompagner les justiciables dans leur processus d'insertion afin d'éviter la récidive.

Les actions de l'association :

Elles sont classées en 5 catégories :

- Domaine pénal : l'association propose des alternatives aux poursuites telles que les stages de sensibilisation, et met également en place des actions pré et post-sentencielles comme les enquêtes de personnalité ou des sursis avec mise à l'épreuve.
- Le Service d'Aide aux Victimes et d'Accès au Droit (SAVAD) : Il intervient auprès d'institutions et de publics différents (Établissements scolaires, gendarmeries etc.) afin de sensibiliser et d'accueillir les victimes d'infractions, les informer sur les démarches à effectuer, pour faire valoir leurs droits et les accompagner tout au long de la procédure judiciaire.
- L'aide à la parentalité : Le SCJE permet la mise en place des enquêtes sociales et familiales en saisissant le JAF (juge des affaires familiales), intervenant dans le cadre de séparations parentales conflictuelles, mais également lors d'audition des mineurs, leur permettant d'être entendu par le juge et de faire passer un message et/ou d'exprimer ses souhaits et ceux dans différents points de rencontre, gratuits et indépendants prédéfini par l'association.
- L'insertion sociale et professionnelle : a pour objectif d'accompagner sur le plan social et de développer l'employabilité des personnes sous-main de justice.
- Le PLIE : propose un accompagnement individualisé renforcé vers l'emploi, auprès d'un public précis ; permettant la montée en qualification au travers de diverse formation, ainsi que le retour à l'emploi.

Zone géographique :

Le SCJE est implanté au sein des juridictions des tribunaux de Grande Instance du Nord, de l'Aisne, d'Ile de France, du Loiret, du Loir-et-Cher, et du Cher, du Rhône, du Var, des Ardennes, de l'Isère, du Bas Rhin, de l'Ile de la Réunion, de la Guadeloupe et de Mayotte. Il dispose de 26 établissements en Métropole et en Outre-Mer.

## Règles et méthodes comptables

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2025 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation, en tenant compte de tous les règlements le modifiant à ce jour.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Première application du règlement ANC 2022-06

À compter de l'exercice ouvert le 01/01/2025, la société applique le règlement ANC 2022-06 relatif à la modernisation des états financiers. Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement, cette première application est mise en œuvre de manière prospective. Elle constitue un changement de réglementation ayant une incidence sur la présentation des comptes annuels de l'exercice. Les paragraphes ci-après présentent les informations pertinentes et nécessaires à la compréhension des changements induits.

#### Modifications de présentation opérées sur la colonne N-1

Pour se conformer aux nouveaux modèles de présentation, les reclassements suivants ont été effectués dans la présentation des données de l'exercice précédent :

- Les avances et acomptes sur immobilisations sont dorénavant agrégés dans le poste Immobilisations en cours, avances et acomptes ;
- Les charges constatées d'avance sont classées parmi les créances et les produits constatés d'avance parmi les dettes ;
- Les transferts de charges sont reclassés sur les postes relatifs aux reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements) ;
- Les produits et charges exceptionnels sont regroupés sur deux nouvelles lignes Produits exceptionnels et Charges exceptionnelles.

#### Changement de méthode sur les principaux postes concernés de l'exercice N

Reclassification d'éléments auparavant présentés en résultat exceptionnel

Les quotes-parts de subvention virées au compte de résultat, les produits de cession d'immobilisations et les valeurs nettes comptables des immobilisations cédées réalisées au cours de l'exercice figurent désormais dans le résultat courant, alors qu'elles auraient été enregistrées en résultat exceptionnel avant l'application du règlement.

Suppression de la technique de transferts de charges

Le règlement ANC 2022-06 supprime les comptes de transferts de charges. Les opérations qui y étaient auparavant enregistrées sont désormais :

- Soit reclassées en Production vendue, si elles correspondent à de la refacturation ;
- Soit imputées en diminution des charges concernées ;
- Soit comptabilisées en Autres produits d'exploitation pour celles représentatives de remboursements d'assurance.

Reclassement de la dotation aux amortissements des frais d'émission

Conformément aux nouvelles règles de présentation, la dotation aux amortissements des frais d'émission d'emprunt est désormais enregistrée dans le résultat financier (antérieurement, cette dotation était classée en résultat d'exploitation).



## Règles et méthodes comptables

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

#### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 10 à 30 ans
- \* Agencements des constructions : 5 à 10 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 3 à 5 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 5 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Titres de participations et autres titres immobilisés

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

#### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

#### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	586 595	224 024		810 619
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>586 595</b>	<b>224 024</b>		<b>810 619</b>
- Terrains	365 190			365 190
- Constructions sur sol propre	3 512 101			3 512 101
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 343 565	346 777		1 690 342
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 139			4 139
- Installations générales, agencements aménagements divers	565 739	34 484		600 223
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	682 563	131 978		813 295
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours	405 465			797 837
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>6 878 762</b>	<b>513 239</b>		<b>7 783 127</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés	1 764			1 764
- Prêts et autres immobilisations financières	71 010			76 393
<b>Immobilisations financières</b>	<b>72 774</b>			<b>78 157</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>7 538 132</b>	<b>737 263</b>		<b>8 671 903</b>

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	224 024	513 239		737 263
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>224 024</b>	<b>513 239</b>		<b>737 263</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>				

	Virements de poste à poste	Virements provenant de l'actif circulant	- Cessions	Sorties Scissions	- Mise hors service
<b>Ventilation des diminutions</b>					
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
<b>Diminutions de l'exercice</b>					

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	477 387	83 989		561 376
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>477 387</b>	<b>83 989</b>		<b>561 376</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	619 062	175 398		794 459
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	985 535	118 522		1 104 057
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 624	676		3 300
- Installations générales, agencements aménagements divers	304 545	36 283		340 828
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	527 983	85 376		612 113
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>2 439 749</b>	<b>416 254</b>		<b>2 854 757</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 917 136</b>	<b>500 243</b>		<b>3 416 133</b>

## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 8 023 173 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>	<b>76 393</b>		<b>76 393</b>
Autres	76 393		76 393
<b>Créances de l'actif circulant :</b>	<b>7 946 781</b>	<b>7 946 781</b>	
Créances Clients et Comptes rattachés	7 669 390	7 669 390	
Autres	120 605	120 605	
Charges constatées d'avance	156 786	156 786	
<b>Total</b>	<b>8 023 173</b>	<b>7 946 781</b>	<b>76 393</b>

Compét tenu de l'incertitude de recouvrabilité, une dépréciation des créances clients sur les années antérieures (de 2019 et avant) de 20% a été comptabilisée sur l'exercice 2020. A la clôture, la dépréciation représente une valeur totale de 195 000€.

## Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks et en-cours				
Créances	234 882	9 365	12 723	231 524
<b>Total</b>	<b>234 882</b>	<b>9 365</b>	<b>12 723</b>	<b>231 524</b>

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation	2 999 999				2 999 999
Réserves	20 689	1 794 921		1 794 921	20 689
Report à Nouveau	11 890 466		1 794 921		13 685 386
Excédent ou déficit de l'exercice	1 794 921	-1 794 921	2 187 570		2 187 570
Situation nette	16 706 074		3 982 490	1 794 921	18 893 644
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
TOTAL	16 706 074		3 982 490	1 794 921	18 893 644

Notes sur le bilan

Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges	25 000				25 000
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	468 164		16 579		451 585
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	493 164		16 579		476 585
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
Exploitation			16 579		
Financières					
Exceptionnelles					

Informations sur le mode et la méthode de calcul des provisions :

A compter de l'exercice 2024, l'association a modifié sa méthode de comptabilisation des indemnités de départ à la retraite. Désormais, une provision est constituée. Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour l'indemnité de départ à la retraite, par la méthode des unités de crédit projetées, s'élève à la clôture de l'exercice à 451 585 € et son impact sur le résultat de l'exercice est de 16 579€.

La société n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite.

Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation des engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

- âge de départ à la retraite : 65 ans
- hypothèse de départ : départ volontaire
- taux de charges sociales : X%
- Employé : 39%
- Technicien : 50%
- Cadre : 67%
- augmentation des salaires : 2%
- taux d'actualisation : 3,38%
- table mortalité : INSEE

Notes sur le bilan

Effectif moyen N : 198 ETP  
Effectif moyen N-1 : 182 ETP  
Effectif moyen N-2 : 158 ETP  
Effectif moyen N-3 : 144 ETP  
Effectif moyen N-4 : 111 ETP  
Effectif moyen N-5 : 92 ETP

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 3 278 533 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	122 965	12 760	48 472	61 733
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	293 996	293 996		
Dettes fiscales et sociales	2 642 112	2 642 112		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	219 459	219 459		
Produits constatés d'avance				
Total	3 278 533	3 168 328	48 472	61 733
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :	24 771			
(**) Dont envers Groupe et associés				



## Notes sur le bilan

## Dettes garanties par des sûretés réelles

	Dettes garanties	Montant des suretés	Valeurs des biens donnés en garantie
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit			
Emprunts et dettes divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
<b>Total</b>			

## Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	63 986
DETTES. PROV. CONGES A PAYER	419 104
PROV INTERESSEMENT	1 218 773
INTERESSEMENT EX.ANTERIEURS	28 036
CHARGES SOC.SUR CONGES A PAYER	191 082
AGEFIPH	5 500
AUTRES TAXES SOCIALES	44 894
ETAT CHARGES A PAYER	4 419
<b>Total</b>	<b>1 975 794</b>

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	156 786		
Total	156 786		

Notes sur le compte de résultat

Chiffre d'affaires et ressources

Répartition par secteur d'activité

Secteur d'activité	31/12/2025	31/12/2024
CONTROLE JUDICIAIRE	6 011 244	5 644 768
EQUETE SOC RAPIDE	3 397 605	2 890 736
ENQUETE DE PERSONNALITE	3 209 409	2 877 084
STAGE VIOLENCE CONJUGALE	728 999	713 280
STAGE SECURITE ROUTIERE	456 518	345 435
ENQUETE SOC FAMILIALE	226 450	281 285
SURIS MIS A EPREUVE	222 370	221 630
COMPOSITION PENALE	374 602	210 404
STAGES USAGE STUPEFIANTS	150 316	141 269
STAGES CITOYENNETE	202 270	172 729
AUDITION MINEUR	118 970	110 069
STAGE RESPONSABILITE PARENTALE	128 659	92 933
AUTRES PRESTATIONS	324 297	311 480
TOTAL	15 551 710	14 013 102

Charges et produits d'exploitation et financiers

	Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2

Subventions d'exploitation  
Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation		1 117 730	232 470	304 998	6 972	1 662 170
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						1 662 170

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice

	Charges	Produits
TOTAL		

Analyse du résultat

	Déficit	Bénéfice
Résultat de l'exercice		2 187 570
Part du résultat sur gestion conventionnée		
Part du résultat sur gestion libre		2 187 570

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 207 personnes.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres				
Employés				
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
Total				

Contributions volontaires

	N	N-1
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
Total		
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
Total		